



Mouvement pour la Défense de l'Hôpital Public

Manifestation historique à l'AP-HP

La journée du 28 avril 2009 pour la défense de l'hôpital public sur l'Ile de France a été un véritable succès.

La manifestation a rassemblé plus de 18 000 hospitaliers toutes catégories confondues (soignants, médecins, personnels administratifs, techniques et ouvriers), malgré les assignations parfois abusives dans certains hôpitaux.

Ni la ministre de la santé, ni son chef de cabinet n'ont daigné recevoir la délégation prévue, prétextant soit leur absence, soit leur agenda chargé !!

Ce mépris envers les soignants contredit tous les discours dans les médias de celle qui se pose en défenseur de l'hôpital public.

Les mensonges de la ministre de la santé qui nie les suppressions d'emplois, se heurtent à la réalité du terrain, dans nos hôpitaux.

Si des emplois ont été créés dans la santé, ils n'ont jamais été financés. D'ailleurs la part des dépenses des hôpitaux dans l'ensemble des dépenses de santé n'a cessé de baisser.

A l'AP-HP, en 2008 la direction a supprimé les 2600 postes vacants prétextant qu'ils n'avaient jamais été financés. Pour 2009 c'est plus de 1000 emplois qui doivent être supprimés mais ceux là sont bien réels et participent à la prise en charge des malades.

La loi HPST va donner aux directeurs tous les pouvoirs pour fermer des activités médicales dites « non rentables » et pour supprimer des milliers d'emplois.

Les hôpitaux n'auront d'autre choix que de sélectionner les malades et les activités rentables, ou de supprimer des emplois.

On est loin de la qualité des soins et de l'accès aux soins pour tous !

Les sénateurs ont paru sensibles aux arguments de la délégation reçue à la fin de la manifestation concernant la gouvernance de l'hôpital.

Au delà de la gouvernance, c'est le financement de l'hôpital public qui conditionne les emplois et l'accès aux soins de qualité.

C'est la raison pour laquelle, nous réaffirmons notre opposition à la convergence des tarifs public-privé, parce que nos missions ne sont pas les mêmes, parce que les pathologies que nous soignons ne sont pas les mêmes.

C'est un enjeu national, il faut une mobilisation nationale pour garantir la pérennité et l'excellence de l'hôpital public.

Nous appelons l'ensemble de la communauté hospitalière à rester mobilisée et à construire un mouvement qui dépasse l'Ile de France.

Nous exigeons la levée de la procédure d'urgence de la loi Hôpital Patient Santé Territoires.

**Assemblée Générale
le mardi 12 mai à 13h30
à l'amphi de la faculté...
Amplifions et préparons une
mobilisation nationale
encore plus forte.**